

pays, mais contribue aussi à y attirer les financements et les investissements extérieurs de toutes origines.

37. Notre engagement résolu à aider les pays en développement, associé à une reprise durable et non inflationniste dans nos propres économies et à l'ouverture de nos marchés, est le moyen le plus efficace que nous ayons pour accroître la prospérité dans le monde en développement.

38. Beaucoup de ces pays, en particulier les plus pauvres, ont besoin de notre aide financière et technique pour appuyer leurs propres politiques de développement. Nous devons poursuivre nos efforts dans le domaine de l'aide, pour accroître le volume et la qualité de notre soutien aux problèmes de développement prioritaires: lutte contre la pauvreté, amélioration de la santé, de l'éducation et de la formation et meilleure prise en compte des préoccupations d'environnement. Nous approuvons le fait qu'une attention croissante soit portée aux problèmes de population dans l'élaboration des stratégies de développement.

39. L'Afrique mérite de notre part une attention particulière. Les progrès effectués par les gouvernements africains dans la voie de politiques économiques saines, de la démocratie et de la responsabilité, améliorent leurs perspectives de croissance. Notre soutien constant au développement du secteur privé, à l'encouragement de l'intégration régionale, à la mise à disposition de flux concessionnels et à la réduction de la charge de la dette, y contribue. Le Programme spécial pour l'Afrique coordonné par la Banque mondiale qui soutient la réforme économique dans plus de vingt pays africains a fait ses preuves. Nous fournirons une aide humanitaire aux régions d'Afrique touchées par de graves famines et encouragerons la réforme des structures des Nations Unies afin de rendre cette aide plus efficace. Nous nous emploierons aussi à aider les pays concernés à éliminer les causes de la famine et des autres situations d'urgence, que ces causes soient naturelles ou provoquées par des conflits internes.

40. En Asie et dans le Pacifique, de nombreuses économies comprenant des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (ACEA) continuent à connaître une croissance dynamique. Nous nous félicitons des

efforts de ces économies de la région qui assument de nouvelles responsabilités internationales. D'autres pays asiatiques, qui accentuent leurs efforts de réforme, continuent à avoir besoin d'une aide extérieure.

41. En Amérique latine, nous sommes encouragés par les progrès qui ont été réalisés sur la voie de véritables réformes économiques et en matière d'intégration régionale. Nous nous félicitons des discussions en cours sur le fonds d'investissement multilatéral dans le cadre de l'Initiative pour les Amériques, qui contribue, avec d'autres efforts, à créer un climat favorable pour les investissements directs, la libéralisation du commerce et le rapatriement des capitaux.

42. Nous enregistrons avec satisfaction les progrès accomplis dans le cadre du renforcement de la stratégie de la dette. Quelques pays ont déjà bénéficié de la combinaison de mesures d'ajustement strictes avec des réductions de dette bancaire ou des mesures équivalentes. Nous encourageons les autres pays lourdement endettés envers des banques à négocier des accords similaires.

43. Nous prenons note :

- a) de l'accord conclu par le Club de Paris au sujet de la réduction de la dette ou de mesures équivalentes pour la Pologne et l'Égypte, qui devraient être considérées comme des cas exceptionnels;
- b) de l'examen au cas par cas par le Club de Paris de la situation particulière de quelques pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

44. Les pays les plus pauvres et les plus endettés ont besoin de conditions très particulières. Nous reconnaissons que ces pays ont besoin de mesures additionnelles d'allègement de la dette au cas par cas, allant bien au-delà des allègements accordés dans le cadre des modalités de Toronto. Nous lançons donc un appel au Club de Paris pour qu'il poursuive les discussions sur la meilleure manière de mettre en œuvre ces mesures rapidement.

45. Nous reconnaissons que les pays en développement doivent bénéficier de nouveaux flux financiers d'un montant approprié. Pour éviter des taux d'endettement excessifs, la bonne solution pour ces pays est d'adopter des politiques plus